



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

État d'urgence écologique et climatique

Question au Gouvernement n° 1929

Texte de la question

ÉTAT D'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Le groupe La France insoumise s'associe pleinement aux hommages aux deux soldats morts en sauvant des vies humaines. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Monsieur le Premier ministre, le cauchemar de la fin du monde n'appartient pas à nos nuits : c'est la réalité première pour l'humanité. Le changement climatique est là. La sixième extinction des espèces a commencé. Et que faisons-nous ? Rien ou presque rien. Je vous le dis solennellement : non, ce n'est pas l'histoire qui nous jugera ; ce sont les peuples autochtones qui déjà meurent du changement climatique, ces millions d'êtres humains jetés sur les routes ou mutilés par des guerres pour le partage de ressources de plus en plus rares. Eux sont en droit de nous juger, comme nos peuples, qui vont en souffrir et vivre un chaos total si l'inaction continue de prévaloir sur la raison.

Le Royaume-Uni et l'Irlande ont déclaré l'état d'urgence climatique. Notre groupe parlementaire a déposé aujourd'hui une proposition de résolution en ce sens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Nous n'avons pas le droit de perdre ce combat. Nous et nos concitoyens le paierions de notre vie, après avoir détruit ce qui nous entoure et rend nos jours heureux quand parfois ils sont trop gris. C'est notre dignité politique que de déclarer l'état d'urgence écologique et climatique.

La France insoumise n'en appelle pas à vos convictions partisans. Je vous parle parce que vous êtes mes concitoyens et des êtres humains. Je suis députée de la nation. Et maintenant, après l'irrésistible appel de l'urgence écologique, je vous parle au nom de la France entière. Je vous parle des jeunes pour le climat, mais pas seulement d'eux. Je vous parle d'intérêt général. Nous sommes tous égaux en humanité, la République nous unit à partir de ce principe fondamental. Unis, nous devons l'être pour faire face au changement climatique et à l'extinction des espèces.

Je vous demande, chers collègues députés, de voter pour la proposition de résolution que nous avons déposée. Je vous demande, monsieur le Premier Ministre, de tout faire pour la mettre en œuvre, en vous rappelant ces mots du grand poète Nâzım Hikmet : « Nous sommes en pleine course avec nous-mêmes, ma rose. Ou nous emporterons la vie jusqu'aux étoiles mortes, ou la mort descendra du ciel sur notre monde. » (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, *ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.* Madame Panot, je ne

vous savais pas partisane de l'état d'urgence... Mais nous pourrions nous retrouver sur l'état d'urgence climatique.

M. Pierre Cordier. Pas terrible comme effet de tribune !

M. François de Rugy, ministre d'État. Je crois aussi que nous pouvons nous retrouver sur le fait que même si votre assemblée votait une résolution déclarant l'état d'urgence climatique, on n'aurait pas beaucoup avancé contre le réchauffement climatique. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Ce qui compte, c'est de déployer des moyens. Je vais vous donner deux exemples qui illustrent les propositions que je vous fais – après, à vous de vous positionner pour savoir si vous êtes pour ou contre.

En ce moment, on est en plein débat sur l'avenir de l'Europe. Alors la question est simple : voulons-nous, oui ou non, poursuivre la construction européenne ou l'arrêter ? pensons-nous que ce serait bon pour l'écologie de la poursuivre ou meilleur pour elle de l'arrêter ? Moi, je vous le dis clairement : je pense depuis toujours que c'est bien meilleur pour la construction européenne et pour l'écologie de la poursuivre ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

M. le président. Madame Panot, je vous en prie !

M. François de Rugy, ministre d'État. Au nom du gouvernement français, j'ai mené la négociation sur les normes européennes imposées à l'industrie automobile – à l'industrie automobile, pas aux Français, j'insiste – concernant les émissions de gaz à effet de serre des voitures. Eh bien cette bataille, notre pays l'a menée et il l'a gagnée. Il s'agit, au sein de l'Union européenne, de mener des batailles ; c'est à cette condition qu'on peut en gagner et avancer pour l'écologie. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Mme Danièle Obono. Ce n'est pas ce qu'on vous demande !

M. François de Rugy, ministre d'État. Un autre exemple : ici, à l'Assemblée nationale, il y a à peine un an et demi, le Gouvernement a été à l'initiative d'une loi interdisant définitivement l'exploration et l'exploitation des énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon – en France. C'est le seul pays d'Europe à l'avoir fait. Mais heureusement qu'on ne vous a pas attendu pour cela, car vous n'avez même pas voté pour ce texte. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1929

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 mai 2019](#)